

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 57 (1916), p. 178-180

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1916__57__178_0

© Société de statistique de Paris, 1916, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV BIBLIOGRAPHIE

Filippo VIRGILII. — *Il costo della guerra Europea : Spese e perdite.
Mezzi di fronteggiarle*

Cet ouvrage sur le coût de la guerre comprend, comme le titre l'indique, deux parties : 1^o les dépenses et les pertes ; 2^o les moyens d'y faire face. Dans un premier chapitre, qui est une sorte d'introduction, l'auteur rappelle le coût des guerres, depuis 1815 jusqu'à la guerre mondiale actuelle. Il en estime approximativement, est-il besoin de le dire, les pertes en argent à 88 milliards et en hommes à 3.600 millions environ. Pour les dépenses de la guerre, M. Virgillii considère les éléments suivants : entretien des armées, réduction de la production, paralysie du commerce mondial, perte des vaisseaux de guerre et des navires de commerce, valeurs des maisons et des édifices publics détruits, des industries ruinées et des récoltes perdues, perte du capital humain. On sait quelle énorme quantité de soldats ont levé et lèvent constamment les puissances belligérantes ; M. Virgillii l'estime à une vingtaine de millions d'hommes, dont l'entretien, pour un an et demi de guerre, serait de 129 milliards. La réduction de la production a atteint aussi toutes les nations belligérantes ; elle a affecté l'industrie par la mobilisation de la majeure partie des ouvriers et, du même coup, déterminé une énorme dépression de salaires, comme l'a démontré M. Yves Guyot. Les pertes résultant de la réduction de la production sont estimées par M. Virgillii à plus de 60 milliards. C'est à une moindre somme, mais forte encore de 50 milliards, que s'élève la perte due à la paralysie du commerce ; après avoir montré de quelle régression la guerre affecte le mouvement des échanges dans les différents pays, M. Virgillii estime que, dans l'ensemble, le commerce mondial a

diminué de moitié. Le total des vaisseaux de guerre et des navires de commerce perdus ou détruits est estimé à 3 milliards. Quant à la valeur des propriétés détruites, elle est évidemment bien supérieure. *Povero piccolo grande Paese*, écrit M. Virgili à propos de la Belgique, avant de rappeler, d'une part, la grande valeur économique de ce noble pays et, d'autre part, les dévastations dont il a été l'objet. En mai 1915, la somme des pertes en résultant était estimée à plus de 6 milliards. *Edopo?* ajoute mélancoliquement l'auteur. Il faut y ajouter les pertes subies par la France, la Pologne, la Serbie, etc., on arriverait à une somme d'environ 20 milliards. Beaucoup plus lamentable encore est la perte du capital humain. Quelle est à cette heure, cette perte totale? Vers la fin de l'an passé, on l'estimait à 4 millions de morts et autant de blessés. C'était là la perte réelle du capital humain. Mais pour chiffrer cette diminution, il faut établir la valeur humaine, variable selon les pays. Sur cette question, M. Virgili suit les travaux de Pareto et Alfred Barriol et arrive à un total de 114 milliards pour six pays belligérants : Allemagne, France, Russie, Angleterre, Autriche-Hongrie et Belgique. En résumant ces différents chapitres, les pertes causées par la guerre mondiale donneraient une somme de plus de 330 milliards pour une seule année!

Dans la seconde partie de son ouvrage, M. Virgili examine le côté financier de la guerre, c'est-à-dire les moyens avec lesquels les belligérants se sont procuré les ressources nécessaires : en Angleterre, les emprunts et les impôts nouveaux, en France, les bons et obligations de la Défense et le récent emprunt de décembre 1915; en Russie, les bons de guerre et les trois emprunts réalisés d'octobre 1914 à mai 1915; en Allemagne et en Autriche-Hongrie, les emprunts successifs, soit trois pour la première de ces puissances et six pour la seconde; enfin en Italie, les trois appels au crédit effectués depuis le mois de mars 1915. Dans sa conclusion, M. Virgili fait le total général des dépenses de la guerre en supposant qu'elle doive durer jusqu'en juillet prochain. Le total serait de 216 milliards, dont 132 pour les alliés et 84 pour nos ennemis. Mais ce qui n'est pas moins intéressant c'est de comparer les dépenses de guerre pour une année avec le revenu annuel des différents États. Pour les Alliés, le rapport pour 100 est le suivant : Italie, 33; Angleterre, 36; France, 57, et Russie, 60. Pour les Empires centraux, le rapport est de 65 en Allemagne et de 87 en Autriche-Hongrie. Le savant professeur de Sienne tire de ces données une conclusion favorable aux Alliés. Est-il besoin de dire que nous nous y associons pleinement?

Paul MEURIOT

V

NÉCROLOGIE

M. ALFRED MUTEAU

Notre collègue Alfred MUTEAU est décédé à Paris le 15 avril 1916 après une très courte maladie.

Il était né à Dijon le 1^{er} mars 1850 et appartenait à une famille de magistrats.

M. Alfred MUTEAU faisait, dans sa ville natale, ses études de droit, lorsque éclata la guerre franco-allemande. Il s'engagea dans la garde mobile de la Côte-d'Or, devint sous-lieutenant et lieutenant et prit part au siège de Paris. Sa conduite au combat de Bagneux lui valut la croix de la Légion d'honneur.

Pourvu du diplôme de licencié en droit, il entra en 1872, au concours, dans le commissariat de la marine, et obtint deux ans plus tard le grade d'aide-commissaire avec le n° 1 de sa promotion. Après plusieurs années de navigation et de stations dans l'Amérique du Sud et dans l'Afrique occidentale, il quitta le service actif et se consacra à la littérature et aux études économiques et sociologiques.

Persuadé que la solution du grand problème social qui agite et trouble les nations civilisées depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle ne pouvait être obtenue que par le progrès de la solidarité humaine et par l'application, aussi large que possible, mais sage et méthodique, de la prévoyance et de l'assistance sous toutes leurs formes, M. MUTEAU se joignit, dès le début, à tous les mouvements qui eurent lieu en ce sens dans notre pays. En 1888, il apporta son concours à la constitution du Conseil supérieur de l'Assistance publique. En 1889, il fut membre et secrétaire du premier Congrès international d'assistance, tenu à Paris sous la présidence de M. Théophile Roussel, avec qui, à l'issue du Congrès, il fonda la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance dont il fut d'abord secrétaire, puis secrétaire général pendant plusieurs années, et enfin président.

Vice-président de section du Congrès national de Lyon (1894), président de section du Congrès de Rouen (1897), M. MUTEAU eut l'honneur, en 1896, d'être désigné par la Suisse comme secrétaire général des deux congrès internationaux d'assistance et de la protection de l'enfance tenus à Genève. En 1900, il était vice-président du Congrès international tenu à Paris sous la présidence de M. Casimir-Périer.

En 1895, M. Alfred MUTEAU succéda, comme conseiller général de la Côte-d'Or, à son père, qui se retirait après trente-six ans d'exercice. En 1898, les électeurs de la deuxième circonscription de Dijon l'appelèrent à les représenter à la Chambre des Députés où il fut réélu en 1902, 1906 et 1910.

M. MUTEAU était membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, du Conseil supérieur de Statistique, du Comité du contentieux et de la justice militaire au ministère de la Guerre et du Comité des travaux historiques et scientifiques (section des sciences économiques et sociales).

Ses collègues de la Chambre des Députés l'avaient élu membre des commissions d'assurance et de prévoyance sociales, de la marine et des colonies.

Il était officier de la Légion d'honneur, de l'Instruction publique et du Mérite agricole.

M. MUTEAU appartenait à notre Société depuis décembre 1904; il avait eu pour parrains MM. Levasseur et Chervin; il apportait dans ses relations une aménité parfaite et venait assidûment à nos séances où il prenait trop rarement la parole. Sa perte sera vivement ressentie par la Société qui conservera un affectueux souvenir de l'homme de bien qui disparaît.

M. M.

Le Gérant : R. STEINHEIL
